

INTERNATIONAL -

Le marché carbone, une menace pour l'agriculture familiale

La 16ème conférence de l'ONU sur le changement climatique à Cancun (COP16) s'est conclue le 11 décembre, après 12 jours de négociations tendues entre les représentants de 194 pays, par un pseudo-accord international, afin que l'ONU ne perde pas la face. Un accord que rejette la Bolivie, organisatrice de la conférence parallèle des peuples sur le changement climatique de Cochabamba en avril 2010.



Manifestation à Cancun des mouvements sociaux emmenés par Via Campesina. Ce 7 décembre, environ 80 manifestations ont eu lieu dans le monde, reprenant l'action globale «1000 Cancun»

La prolongation du protocole de Kyoto, qui prendra fin en 2012, n'a pas été décidée. Des engagements contraignants de réduction des émissions de CO₂ à la source -taxe mondiale CO₂ ou fermeture des usines à charbon- n'ont pas été pris. Des échéances pour limiter le réchauffement à 2°C n'ont pas été abordées. Au lieu de cela, ce sont des nouveaux mécanismes de lutte qui ont trouvé in extremis un consensus. Il s'agit de la création d'un fonds vert pour l'aide à l'adaptation (100 milliards de dollars dès 2020 sous l'égide de la Banque Mondiale et sans préciser les sources de financement!), des mesures de protection des forêts tropicales et du partage de technologies propres.

Face au triste spectacle donné au Moon Palace sous haute surveillance policière, les mouvements sociaux, emmenés par Via Campesina, ont démontré pendant leur Forum alternatif pour la Vie et la Justice sociale et environnementale que les solutions étaient aux mains des peuples autochtones et des paysans! Des solutions aux approches ascendantes et multiples (les 1000 Cancun), au contraire d'une approche unique imposée et basée sur un prix mondial de la tonne de carbone.

La volonté de donner à tout prix une valeur financière au carbone stocké dans les sols et les forêts tropicales a abouti à de dangereux abus. Le commerce du carbone est devenu le marché de matières premières qui se développe

le plus rapidement au monde. Depuis 2005, il y a eu des transactions sur le carbone pour une valeur de plus de 300 milliards de dollars. L'ONG Friends of the Earth estime qu'il pourrait dépasser 3 000 milliards de dollars d'ici 2020 si un marché mondial est créé. Et qui sont les traders et grands promoteurs des projets carbone? Des multinationales de l'agroalimentaire, pardi! Telle Cargill et ses filiales. Du coup, les mêmes multinationales responsables des émissions de CO₂ sont présentes dans la solution à la crise climatique! Ce qui leur permet de continuer à polluer et les encourage à l'accaparement de terres dans les pays du Sud en mettant en place des projets de prétendue compensation carbone. Des projets qui ne bénéficient pas d'outils d'évaluation de leurs impacts réels.

Les dérives des projets de compensation carbone sont nombreuses. Le financement de mécanismes de développement propre (MDP) dans les pays du Sud sont des engagements volontaires et individuels qui permettent aux pays du Nord et aux multinationales de ne pas réduire leurs émissions à la source et d'imposer des pratiques perverses comme :

1) la production d'agrocarburants sur des terres «dégradées ou en voie de dégradation», reconnue récemment comme MDP. Or la définition de ces terres est si large qu'elle peut englober des régions agricoles entières. C'est la porte ouverte aux producteurs d'agrocarburants industriels pour obtenir des crédits carbone.

2) l'agriculture sans labour mais basée sur l'utilisation d'un herbicide total, reconnue comme méthodologie MDP. Celle-ci consiste en un semi direct (qui maintient le carbone dans les sols au contraire du labour) mais après avoir aspergé le sol avec le problématique glyphosate (ou Roundup Ready). Monsanto s'est fait le défenseur de cette technique, vantant son herbicide qui aide à lutter contre les changements climatiques... mais favorisant du coup les semences OGM Roundup Ready résistantes à cet herbicide, et donc le développement de son industrie chimique qui elle, émet bien du CO₂.

3) le mécanisme de réductions d'émissions dues à la déforestation et dégradation des forêts et des terres agricoles (REDD+) est le processus d'accaparement des terres le plus indécent. On assiste en effet à une ruée vers ce mécanisme (30 milliards de dollars par an) de la part des multinationales (compagnies pétrolières, minières et de production d'agrocarburants) pour se donner une bonne image. La Banque Mondiale s'instaure comme le premier bailleur climatique (avec notamment son fonds pour le carbone forestier) et encourage la croissance du marché carbone. Le manque de contrôle de ces projets est flagrant et les populations autochtones sont écartées. Les dérives sont déjà énormes, conduisant à une privatisation des ressources forestières, un accroissement des conflits fonciers, et repoussant les problèmes de déboisement plus loin. Des forêts naturelles et des cultures vivrières pratiquées par des peuples autochtones ont été converties en plantations industrielles (monoculture d'arbres: palmiers à huile, hévéas, voire jatropha...). Parmi de nombreux exemples, BP extrait du pétrole dans le département de Casanare en Colombie, détruisant en passant les forêts et d'importantes réserves d'eau dans des communautés ancestrales et des territoires très prisés pour leur biodiversité. Pourtant, la participation de BP au Projet d'action climatique en Bolivie, présenté comme un modèle pour REDD, pourrait finir par légitimer et rendre acceptables tous les ravages que l'entreprise a faits ailleurs. Et on a aucune idée du bénéfice réel du projet bolivien, dont le pays avait pourtant déjà adopté un code forestier qui réduit de 75 % la superficie affectée aux concessions. Quant à Shell, elle exploite du pétrole

dans le delta du fleuve Niger au Nigeria et a complètement pollué cet écosystème. La compagnie pétrolière se rachète une conscience avec un projet REDD de préservation d'une forêt tropicale de tourbière en Indonésie, alors que personne ne sait si les peuples autochtones et les communautés locales recevront un quelconque bénéfice du projet.

4) la séquestration du carbone dans les sols se mesure lors d'un changement de pratique agricole ou d'occupation du sol (reboisement), par rapport à l'ancienne pratique. Le bénéfice climatique sera donc positif uniquement si la zone en question ne sera plus jamais ré-exploitée ou construite. Le biochar (enfouissement de charbon de bois dans le sol, voir notre Journal du 2010) serait catastrophique car nécessiterait des plantations intensives d'arbres (eucalyptus OGM) pour les brûler et les enfouir.



La Déclaration de Cochabamba propose elle des solutions réelles pour sauver le climat, pas le système: la réduction des émissions à la source par les pollueurs; des politiques basées sur une agriculture durable à petite échelle, capable de séquestrer le carbone dans le sol (à hauteur de 5-15% des émissions selon le scientifique Rattan Lal, publié dans *Science*) et évitant de plus les émissions de l'agriculture industrielle; le respect des droits des peuples autochtones et des paysans, de leur savoir traditionnel en gestion des ressources naturelles ainsi que leurs territoires; la mise en place d'un tribunal international de justice pour le climat; et une augmentation de la part du PIB des pays développés en faveur d'actions climatiques.

Anne Gueye-Girardet

Info Via Campesina du 30. 11. 2010 : les multinationales de l'industrie alimentaire et les négociations sur le climat Friends of the Earth International : redd, les réalités noir sur blanc. Novembre 2010